

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BORALEX – Remise de Reclainville

12 rue Vignon
75009 Paris

Références : 0010011669/RAPVI/MD/TT/IC240381
Code AIOT : 0010011669

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2024 dans l'établissement BORALEX – Remise de Reclainville implanté à Louville la Chenard 28150 Louville-la-Chenard. L'inspection a été annoncée le 22/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BORALEX – Remise de Reclainville
- Louville la Chenard 28150 Louville-la-Chenard
- Code AIOT : 0010011669
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien composé de 6 aérogénérateurs et de deux postes de livraisons, situé sur la commune de Louville-la-Chenard. Il a été mis en service le 26 octobre 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Protection de la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
17	Préservation de l'avifaune et des chiroptères	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
19	Mesures spécifiques liées au bruit	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 10	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation - Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
2	Exploitation - Prévention du risque pour les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
3	Exploitation - Propreté de l'aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
4	Prévention des risques - Incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
5	Prévention des risques - Projection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
6	Préservation du paysage	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 8.1	Sans objet
8	Dispositions constructives – Norme NF EN 61400-1 ou IEC 61400-1	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
9	Dispositions constructives – Article R125-17 code construction	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
10	Dispositions constructives – Mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
11	Dispositions	Arrêté Ministériel du 26/08/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	constructives – Installations électriques	article 10	
12	Exploitation - Essais du bon fonctionnement de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
13	Exploitation - Contrôle des brides et des fixations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I et IV	Sans objet
14	Exploitation - Contrôle des systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III et IV	Sans objet
15	Exploitation - Manuel d'entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
16	Prévention des risques - Alerte dysfonctionnement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
18	Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 8.2	Sans objet
20	Implantation des installations concernées	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 3	Sans objet
21	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet
22	Démantèlement, construction et mise en service industrielle du parc	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation - Accès aux aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux aérogénérateurs
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Lors de la visite de l'éolienne RCL4 (échantillonnage), l'inspection des installations classées constate que l'éolienne est maintenue fermée à clé. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exploitation - Prévention du risque pour les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux d'affichage
Prescription contrôlée : [...] « Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : « - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; « - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; « - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; « - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
Constats : Lors de la visite de l'éolienne RCL4 (échantillonnage), l'inspection des installations classées constate que le panneau comportant les prescriptions à observer par les tiers est correctement implanté sur le chemin d'accès de l'aérogénérateur. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation - Propreté de l'aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté de l'aérogénérateur
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Lors de la visite de l'éolienne RCL4 (échantillonnage), l'inspection des installations classées constate que l'intérieur de l'éolienne est maintenu propre. Aucun matériau combustible ou inflammable n'est entreposé dans l'éolienne. Les pictogrammes de sécurité sont présents dans l'éolienne. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des risques - Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : « Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie approprié aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »
Constats : Lors de la visite de l'éolienne RCL4 (échantillonnage), l'inspection des installations classées constate qu'au pied de l'éolienne un extincteur est présent. Sa dernière vérification date de novembre 2023, la suivante est programmée pour novembre 2024. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des risques - Projection de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de projection de glace
Prescription contrôlée :

<p>« Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection des installations classées que les éoliennes sont équipées d'un système de détection, qui entraîne l'arrêt de la machine en cas de formation de glace. La remise en fonctionnement se fait après la consultation d'un correspondant local sur place.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Préservation du paysage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 8.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Impact visuel du parc</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de limiter leur impact visuel, le poste de livraison électrique est peint dans une teinte gris-olive (type RAL 7002) et le poste de transformation électrique de chaque aérogénérateur est situé à l'intérieur du mât.</p> <p>L'ensemble des lignes électriques de raccordement interne au parc est fourni.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le poste de livraison électrique, se trouvant au pied de l'éolienne RCL1, est peint dans une teinte gris-olive.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Protection de la biodiversité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 8.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Replantation des haies</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Tout défrichement devra se concentrer en priorité sur la végétation jeune, afin de préserver les arbres les plus mûres servant d'habitats aux espèces sensibles. Ce défrichement est compensé</p>

<p>par la plantation d'un nombre équivalent de nouveaux arbres isolés et de linéaires de haies, de même essence, destinés à pallier la perte d'habitat. Ces espaces sont créés à une distance suffisante de l'emprise des aérogénérateurs pour ne pas favoriser la prolifération d'avifaune et de chiroptères au voisinage direct des machines.</p> <p>En particulier, les 87 mètres linéaires qui seront détruits devront être replantés par 53 mètres linéaires identiques sur site et par 117 mètres linéaires sur des parcelles communales.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées une facture indiquant la mise en place de 283 ml de haies pour les 2 parcs de la Remise de Reclainville et celui d'Evits et Josaphats.</p> <p>Le justificatif de l'emplacement de ces haies est manquant.</p> <p>Ecart constaté : absence du justificatif de la mise en place de la mesure de compensation du défrichement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir un plan justifiant de l'emplacement de la plantation des 170 mètres linéaires de haies compensant le défrichement des 87 mètres linéaires de haies.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 8 : Dispositions constructives – Norme NF EN 61400-1 ou IEC 61400-1

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou « , pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de » toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant « la mise en service industrielle de l'installation ».</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 17/06/2024, l'exploitant transmet le Type certificate justifiant du respect de la</p>

norme IEC 61400-1 pour les aérogénérateurs et valide jusqu'au 28 octobre 2026.
Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositions constructives – Article R125-17 code construction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : [...] En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation « a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation ».
Constats : Lors de la visite, l'exploitant présente le rapport final de mission de contrôle technique réalisé par la société SOCOTEC le 05/01/2022. Celui-ci est sans observation. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositions constructives – Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme « NF EN » IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent « au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. « Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique. »
Constats :

Echantillonnage éolienne RCL4 : l'exploitant présente le rapport de contrôle de mise à la terre du 26/11/2021 réalisé par l'APAVE.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositions constructives – Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives

Prescription contrôlée :

L'installation est conçue pour prévenir les risques « d'incendie et d'explosion d'origine électrique ».

Pour satisfaire au 1er alinéa :

- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;
- « pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes » NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence.

« Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs. »

Constats :

Par courriel du 17/06/2024, l'exploitant transmet le rapport de vérification réalisé par la société SOCOTEC le 11/03/2022 et justifiant le respect des normes NF C 13-100, NF C 13-200 et NF C 15-100. Ce rapport atteste de la conformité des installations électriques avant la mise en service du parc (juin 2022).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Exploitation - Essais du bon fonctionnement de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification de l'état fonctionnel des équipements

Prescription contrôlée :

[...]

<p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente le rapport de mise en service du 17/06/2022 (échantillonnage éolienne RCL4). Celui-ci fait état du test des équipements de sécurité.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Exploitation - Contrôle des brides et des fixations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I et IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des brides et des fixations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>[...]</p> <p>IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente le rapport de maintenance du 06/07/2023 faisant apparaître les vérifications du serrage (échantillonnage RCL4). L'exploitant présente également le registre de maintenance.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Exploitation - Contrôle des systèmes instrumentés de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III et IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des systèmes instrumentés de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>« L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>« Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>« IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente le rapport du 06/07/2023 reprenant les contrôles des équipements de sécurité (échantillon RCL4).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Exploitation - Manuel d'entretien de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Manuel d'entretien de l'installation et registre de maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>« L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente le manuel d'utilisation de l'installation reprenant la nature et les fréquences des opérations de maintenance nécessaires au bon fonctionnement de l'installation. Les rapports établis par le maintenancier lors des interventions sur site reprennent les opérations réalisées.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Prévention des risques - Alerte dysfonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Alerte en cas de détection d'un fonctionnement anormal
Prescription contrôlée : « En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : « - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; « - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. »
Constats : Lors de la visite, l'exploitant informe que la surveillance du parc est réalisée au niveau du centre de contrôle des éoliennes Boralex. Les procédures d'urgence en cas de fonctionnement anormal sont définies et appliquées. Sur site, une caméra et des capteurs de température permettent de détecter un incendie et entraîne l'appel des services de secours par le centre de surveillance. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Préservation de l'avifaune et des chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bridage chiroptères
Prescription contrôlée : [...] Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs dès la mise en service industrielle du parc, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes : du 1er août au 31 octobre, pour des vents inférieurs à 6 m/s à hauteur de nacelle, des températures supérieures à 10 °C et sur des nuits entières (du coucher au lever du soleil). [...]
Constats : Lors de la visite, l'exploitant présente l'attestation de la mise en place des phases de bridage réalisée par NorthTech Technology le 16/11/2022 indiquant que le système de bridage a été mis en place à partir du 11/11/2022.

<p>Le bridage étant absent au début de la mise en service du parc, la prescription n'est pas conforme. Par courriel du 17/06/2024, l'exploitant fait parvenir l'extraction de tous les codes SCADA de la machine RCL4 du mois d'août 2023. Ils indiquent l'activation du bridage.</p> <p>Ecart constaté : absence du justificatif de l'absence de bridage lors des premiers jours de mise en service.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant une justification de l'absence de bridage au début de la mise en service du parc.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 18 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi environnemental</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au cours de la première année complète de fonctionnement, et au moins une fois tous les 10 ans, l'exploitant met en place, à ses frais, le suivi environnemental prévu à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent permettant de discriminer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...]</p> <p>Au cours de la première année de fonctionnement, et au moins une fois tous les 10 ans, des suivis de l'activité de l'avifaune et des chiroptères sont réalisés. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente le suivi environnemental réalisé par Biotope en avril 2024, se basant sur les analyses datant de 2023.</p> <p>Le prochain suivi environnemental sera à réaliser en 2032.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Mesures spécifiques liées au bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures acoustiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les 3 mois suivant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, l'exploitant engage, à</p>

<p>ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore par une personne ou un organisme qualifié. Les mesures sont effectuées selon les dispositions prévues par l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 sus-visé.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'étude acoustique prescrite par l'arrêté préfectoral. Il présente une note visant à réaliser une étude acoustique globale sur les 3 parcs qu'il exploite à Louville la Chenard (Remise de Reclainville, Evits et Josaphat, Bois des Fontaines) au premier trimestre 2025.</p> <p>Ecart constaté : l'exploitant ne dispose pas de l'étude acoustique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procédera à la réalisation d'une étude acoustique globale au plus tard à l'hiver 2024. Celle-ci sera réalisée selon le projet de norme NFS 31-114.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 20 : Implantation des installations concernées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Situation de l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les coordonnées d'implantation des aérogénérateurs et des postes de livraison sont rappelées dans l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 17/06/2024, l'exploitant transmet les relevés de géomètre du 13/01/2022. Les coordonnées des éoliennes correspondent aux coordonnées précisées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Actualisation des garanties financières</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente un acte de garanties financières de TOKIO MARINE HCC pour un montant de 439 732,35 € (valable du 02/07/22 au 01/07/27).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : Démantèlement, construction et mise en service industrielle du parc

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 15</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Démantèlement, construction et mise en service industrielle du parc</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la réalisation de ces opérations, l'exploitant informe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Préfète d'Eure-et-Loir ; - l'inspection des installations classées ; - les services d'incendie et de secours d'Eure-et-Loir ; - le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire - Direction Générale de l'Aviation Civile - Service National d'Ingénierie Aéronautique (SNIA) [...] - le Ministère de la Défense [...] <p>L'exploitant devra également transmettre un mois avant le début des travaux le formulaire de déclaration e montage d'un parc éolien au Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire - - Direction Générale de l'Aviation Civile - Service National d'Ingénierie Eéronautique (SNIA) [...] [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 17/06/2024, l'exploitant transmet les courriels de déclaration de mise en service envoyé à l'Armée (envoi du 18/11/2022), au SDIS (envoi du 29/11/2022), à la DREAL (envoi du 18/11/2022) et au SNIA (prise en compte le 02/12/2022).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>